

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2022-07-07-00009

Arrêté mettant en demeure la société JOUEN  
MATERIAUX pour son établissement de Freneuse

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

**Société JOUEN MATERIAUX**  
**40, Rue du Criquet à Freneuse**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 autorisant la société PIERRE BOULANGER à exploiter des installations de criblage, concassage de matériaux naturels ou artificiels (laitiers d'aciéries), sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 12 février 2009, modifiant l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 délivré à la société PIERRE BOULANGER, afin d'actualiser les conditions de l'autorisation préfectorale, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 1er décembre 2009, imposant à la société PIERRE BOULANGER, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, des prescriptions complémentaires, dans le cadre de l'application de la circulaire du 5 janvier 2009, relative à la mise en œuvre de la 2ème phase de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présent dans les rejets des installations classées, soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2011 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 suite aux modifications de la nomenclature des installations classées, pour le site de Freneuse, exploité par la société PIERRE BOULANGER ;

**VU** le récépissé de succession du 30 janvier 2014 donnant acte à la société JOUEN MATÉRIAUX, de sa déclaration de succession à la société PIERRE BOULANGER, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 avril 2022, suite à l'inspection du 13 octobre 2021, accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 18 mai 2022 ;

**VU** l'analyse de l'inspection en date du 27 juin 2022 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 13 octobre 2021 :

- la présence d'une importante fuite d'eau avant le compteur ;
- la présence d'un accès au forage non fermé ;
- l'absence de dispositif de protection envers la nappe et le forage

**CONSIDÉRANT** que l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de justificatif d'étanchéité du dispositif permettant de recueillir le ruissellement et d'éviter l'infiltration de l'eau issue de l'arrosage des laitiers ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- la présence d'envol de poussières dans l'enceinte du site ;
- la présence d'envol de poussières à la sortie du site avec un risque important pour la circulation des piétons à proximité.

**CONSIDÉRANT** que l'inspection a constaté :

- que le périmètre d'exploitation de l'installation indiqué par les plans contenus dans le dossier de la demande ne correspond pas au périmètre d'exploitation actuel ;
- que l'exploitant ne peut justifier d'un plan lisible de ses installations ;
- que l'exploitant ne peut justifier de la connaissance des limites du périmètre de son installation ;
- que l'exploitant ne peut justifier que les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques.

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société JOUEN MATERIAUX ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines,

#### **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société JOUEN MATERIAUX est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai d'un mois, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet, l'article V6 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 en mettant en œuvre les mesures nécessaires afin de protéger la nappe.

**Article 2 :** La société JOUEN MATERIAUX est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai d'un mois, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet, l'article V5 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 en justifiant de l'étanchéité du dispositif de collecte des eaux.

**Article 3 :** La société JOUEN MATERIAUX est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai d'un mois, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet, l'article III-3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 en mettant en œuvre les mesures nécessaires pour éviter les envols de poussières sur son site et à la sortie de son site.

**Article 4 :** La société JOUEN MATERIAUX est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai d'un mois, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet, l'article II-1 de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 en respectant les plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande d'autorisation.

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées un plan lisible, métré, comprenant les limites de son installation ainsi que la justification que les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques de son dossier de demande d'autorisation.



**Article 5 :** Dans le cas où l'une des obligations ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans chaque article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 6 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

**Article 7 :** Le présent arrêté sera notifié à la société JOUEN MATERIAUX et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.


Copie en sera adressée au :

- Secrétaire Général de la Préfecture,
- Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie
- Maire de la commune de Freneuse,
- Directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **- 7 JUL. 2022**

Pour le préfet des Yvelines  
et par délégation, le directeur,  
Pour le directeur et par subdélégation,  
L'adjointe au chef de l'unité départementale



Marielle Muguerra